

3° l'arrêté royal du 4 octobre 2006 relatif à la réorientation professionnelle des militaires;

4° l'arrêté royal du 12 mai 2011 portant exécution de la loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées.

**Art. 9.** Entrent en vigueur le 31 décembre 2013 :

1° les articles 144 à 170/3, 216/1, 237/6 à 238/1, 241, 241/1 et 271/1 de la loi, tels que modifiés par la loi du 31 juillet 2013;

2° le présent arrêté.

**Art. 10.** Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 2013.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
P. DE CREM

3° het koninklijk besluit van 4 oktober 2006 betreffende de professionele heroriëntering van de militairen;

4° het koninklijk besluit van 12 mei 2011 tot uitvoering van de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht.

**Art. 9.** Op 31 december 2013 treden in werking :

1° de artikelen 144 tot 170/3, 216/1, 237/6 tot 238/1, 241, 241/1 en 271/1 van de wet, zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013;

2° dit besluit.

**Art. 10.** De minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 2013.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
P. DE CREM

## MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2013/07230]

### 14 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal fixant la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel au sein de la Défense

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, l'article 178/2, alinéa 5, inséré par la loi du 31 juillet 2013;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 2007 fixant la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel chargée de traiter de l'appel introduit contre une appréciation de poste avec mention « insuffisant » qui a pour conséquence la perte de la qualité de militaire;

Vu le protocole de négociation N-336 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 5 juin 2013;

Vu l'avis 53/959/2/V du Conseil d'Etat, donné le 9 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « la loi » : la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées;

2° « le ministre » : le ministre de la Défense;

3° « le DGHR » : le directeur général human resources;

4° « l'instance d'appel » : l'instance d'appel visée à l'article 178/2 de la loi;

5° « le comparant » : la personne qui doit comparaître devant l'instance d'appel.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 2 et 3, l'instance d'appel se compose, conformément à l'article 178/2, alinéa 5, de la loi, de trois membres effectifs, qui répondent aux conditions suivantes :

1° un président, officier supérieur ou général, revêtu d'un grade supérieur à celui du président de l'instance ou de l'autorité qui a pris la décision contre laquelle est introduit le recours, ou au moins plus ancien dans le même grade de la même catégorie de personnel;

2° deux membres revêtus d'un grade supérieur à celui du comparant, ou au moins plus anciens dans le même grade de la même catégorie de personnel.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2013/07230]

### 14 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie binnen Defensie

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, artikel 178/2, vijfde lid, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 2007 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie die belast is met de behandeling van het beroep ingediend tegen een postbeoordeling met vermelding « onvoldoende » die het verlies van de hoedanigheid van militair tot gevolg heeft;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-336 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 5 juni 2013;

Gelet op het advies 53/959/2/V van de Raad van State, gegeven op 9 september 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht;

2° « de minister » : de minister van Landsverdediging;

3° « de DGHR » : de directeur-generaal human resources;

4° « de beroepsinstantie » : de beroepsinstantie bedoeld in artikel 178/2 van de wet;

5° « de comparant » : de persoon die voor de beroepsinstantie moet verschijnen.

**Art. 2.** § 1. Onverminderd de bepalingen van de paragrafen 2 en 3, bestaat de beroepsinstantie, overeenkomstig artikel 178/2, vijfde lid, van de wet, uit drie effectieve leden die beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° een voorzitter, hoofd- of opperofficier, bekleed met een hogere graad dan de autoriteit die de beslissing heeft genomen waartegen het beroep wordt ingediend, of minstens met meer anciënniteit in dezelfde graad van dezelfde personeelscategorie;

2° twee leden bekleed met een hogere graad dan deze van de comparant of minstens met meer anciënniteit in dezelfde graad van dezelfde personeelscategorie.

§ 2. L'instance d'appel compétente dans les cas visés à l'article 178/2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de la loi se compose :

1<sup>o</sup> d'un président, revêtu au moins d'un grade d'officier supérieur de la direction générale de la formation;

2<sup>o</sup> d'un militaire de la direction générale de la formation ou du département d'état-major opérations et entraînement, appartenant au moins à la même catégorie de personnel que le comparant et revêtu au moins d'un grade de sous-officier supérieur;

3<sup>o</sup> d'un militaire de la direction générale human resources, appartenant au moins à la même catégorie de personnel que le comparant et revêtu au moins d'un grade de sous-officier supérieur.

§ 3. L'instance d'appel compétente dans le cas visé à l'article 178/2, alinéa 6, de la loi, se compose :

1<sup>o</sup> d'un membre par syndicat représentatif du personnel militaire;

2<sup>o</sup> d'un nombre de militaires, égal au nombre visé au 1<sup>o</sup>, dont le président et dont au moins un membre appartient à la même catégorie de personnel que celle du comparant.

**Art. 3.** Les membres de l'instance d'appel ne peuvent avoir été impliqués dans la procédure ayant donné lieu à la décision contestée.

**Art. 4.** Un ou plusieurs membres suppléants sont désignés pour chaque membre effectif de l'instance d'appel. Les membres suppléants doivent répondre aux mêmes conditions de désignation que celles des membres effectifs.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 2 à 4, le DGHR désigne les militaires chargés de remplir pendant un an les fonctions de membres effectifs et de membres suppléants :

1<sup>o</sup> appartenant à la direction générale human resources;

2<sup>o</sup> sur la proposition du directeur général ou du sous-chef d'état-major compétent, pour les militaires appartenant à une autre direction générale ou à un département d'état-major.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 178/2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de la loi, les militaires chargés de remplir pendant un an les fonctions de membres effectifs et de membres suppléants de l'instance d'appel sont désignés par le directeur général de la formation :

1<sup>o</sup> d'office pour les militaires appartenant à la direction générale de la formation;

2<sup>o</sup> sur la proposition du :

a) DGHR, pour les militaires appartenant à la direction générale human resources;

b) sous-chef d'état-major opérations et entraînement, pour les militaires appartenant au département d'état-major opérations et entraînement.

§ 3. Dans le cas visé à l'article 178/2, alinéa 6, de la loi, les représentants des syndicats représentatifs du personnel militaire sont désignés en leur sein.

§ 4. Lorsqu'en application de la loi ou du présent arrêté, le président est le DGHR, le directeur général de la formation, le chef de la défense ou le ministre, aucune désignation préalable n'est requise.

**Art. 6.** L'instance d'appel est assistée par un secrétaire désigné par le président.

Toutefois, le DGHR ou l'autorité qu'il désigne peut constituer un ou plusieurs secrétariats permanents pour une ou plusieurs des décisions visées à l'article 178/2 de la loi.

**Art. 7.** Outre les décisions que l'instance d'appel peut prendre en application des articles 71 à 72/2 et 101/1, alinéa 2, de la loi, l'instance d'appel peut prendre une ou plusieurs des décisions suivantes :

1<sup>o</sup> confirmer la décision contre laquelle le recours est introduit;

2<sup>o</sup> prendre une des autres décisions que pouvait prendre l'autorité qui a pris la décision contestée;

3<sup>o</sup> annuler partiellement ou totalement la décision.

**Art. 8.** L'arrêté royal du 21 novembre 2007 fixant la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel chargée de traiter de l'appel introduit contre une appréciation de poste avec mention « insuffisant » qui a pour conséquence la perte de la qualité de militaire, est abrogé.

§ 2. De beroepsinstantie die bevoegd is voor de gevallen bedoeld in artikel 178/2, eerste lid, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van de wet bestaat uit :

1<sup>o</sup> een voorzitter, minstens bekleed met een graad van hoofdofficier van de algemene directie vorming;

2<sup>o</sup> een militair van de algemene directie vorming of van het stafdepartement operaties en training, minstens behorend tot dezelfde personeelscategorie als de comparant en minstens bekleed met een graad van hoofdonderofficier;

3<sup>o</sup> een militair van de algemene directie human resources, minstens behorend tot dezelfde personeelscategorie als de comparant en minstens bekleed met een graad van hoofdonderofficier.

§ 3. De beroepsinstantie die bevoegd is voor de gevallen bedoeld in artikel 178/2, zesde lid, van de wet bestaat uit :

1<sup>o</sup> één lid per representatieve vakorganisatie van het militair personeel;

2<sup>o</sup> een aantal militairen, gelijk aan het aantal leden bedoeld in 1<sup>o</sup>, waarvan de voorzitter en waarvan ten minste één lid behorend tot dezelfde personeelscategorie als de comparant;

**Art. 3.** De leden van de beroepsinstantie mogen niet betrokken geweest zijn in de procedure die heeft geleid tot de betwiste beslissing.

**Art. 4.** Een of meerdere plaatsvervangende leden worden aangewezen voor elk effectief lid van de beroepsinstantie. De plaatsvervangende leden moeten aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden voldoen als deze van de effectieve leden.

**Art. 5.** § 1. Onverminderd de bepalingen van de paragrafen 2 tot 4 wijst de DGHR de militairen aan, belast met het uitoefenen van de functies van effectieve leden en plaatsvervangende leden gedurende één jaar :

1<sup>o</sup> behorend tot de algemene directie human resources;

2<sup>o</sup> op voorstel van de bevoegde directeur-generaal of de onderstafchef, voor de militairen behorend tot een andere algemene directie of tot een stafdepartement.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 178/2, eerste lid, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van de wet, worden de militairen belast met het uitoefenen van de functies van effectieve leden en plaatsvervangende leden gedurende één jaar aangewezen door de directeur-generaal vorming :

1<sup>o</sup> van ambtswege voor de militairen behorend tot de algemene directie vorming;

2<sup>o</sup> op voorstel van :

a) de DGHR, voor de militairen behorend tot de algemene directie human resources;

b) de onderstafchef operaties en training, voor de militairen behorend tot het stafdepartement operaties en training.

§ 3. In de gevallen bedoeld in artikel 178/2, zesde lid, van de wet, worden de vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties van het militair personeel in hun midden aangewezen.

§ 4. Wanneer in toepassing van de wet of van dit besluit, de voorzitter de DGHR, de directeur-generaal vorming, de chef defensie of de minister is, is geen enkele voorafgaande aanwijzing vereist.

**Art. 6.** De beroepsinstantie wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de voorzitter.

De DGHR of de autoriteit die hij aanwijst kan één of meerdere permanente secretariaten oprichten voor één of meerdere van de beslissingen bedoeld in artikel 178/2 van de wet.

**Art. 7.** Naast de beslissingen die de beroepsinstantie kan nemen in toepassing van de artikelen 71 tot 72/2 en 101/1, tweede lid, van de wet, kan de beroepsinstantie één of meerdere van de volgende beslissingen nemen :

1<sup>o</sup> het bevestigen van de beslissing waartegen het beroep wordt ingediend;

2<sup>o</sup> het nemen van één van de andere beslissingen die de autoriteit, die de betwiste beslissing heeft genomen, kon nemen;

3<sup>o</sup> het geheel of gedeeltelijk tenietdoen van de beslissing.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 21 november 2007 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie die belast is met de behandeling van het beroep ingediend tegen een postbeoordeling met vermelding « onvoldoende » die het verlies van de hoedanigheid van militair tot gevolg heeft, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Par mesure transitoire, toute procédure relative à un recours introduit contre une des décisions visées à l'article 178/2 de la loi, entamée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est soumise aux dispositions législatives et réglementaires qui étaient d'application à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2013.

**Art. 11.** Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
P. DE CREM

**Art. 9.** Bij wijze van overgangsmaatregel wordt elke procedure betreffende een beroep ingediend tegen één van de beslissingen bedoeld in artikel 178/2 van de wet, begonnen vóór de inwerkingtreding van dit besluit, onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing waren de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 31 december 2013.

**Art. 11.** De minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
P. DE CREM

## MINISTERE DE LA DEFENSE

[C - 2013/07232]

**14 OCTOBRE 2013.** — Arrêté royal relatif au transfert interne de certains militaires déclarés définitivement inaptes sur le plan médical comme agent de l'Etat vers le Ministère de la Défense

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, les articles 143, remplacé par la loi du 31 juillet 2013, et 272, modifié par la loi du 20 juin 2012;

Vu le protocole de négociation N-340 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 5 juin 2013;

Vu l'avis 53.962/2/V du Conseil d'Etat, donné le 9 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La demande de transfert interne visée à l'article 142 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, doit être introduite par envoi recommandé auprès du directeur général human resources ou de l'autorité qu'il désigne. La date de l'envoi recommandé fait foi.

**Art. 2.** Le militaire concerné peut bénéficier d'un transfert interne pour autant :

1<sup>o</sup> que sa demande soit introduite dans le délai visé à l'article 142, de la loi du 28 février 2007 précitée;

2<sup>o</sup> qu'une ou plusieurs fonctions compatibles avec son état de santé et son profil de compétence lui soient proposées par le chef de la division gestion de la direction générale human resources, selon les modalités fixées dans un règlement arrêté par le ministre de la Défense;

3<sup>o</sup> qu'il accepte d'exercer une des fonctions proposées par l'autorité compétente.

La fonction est identifiée comme appartenant à un grade ou à une classe de métiers existant au sein du ministère de la Défense.

**Art. 3.** Lorsque le militaire n'accepte aucune de ces fonctions, il est pensionné pour inaptitude physique le premier jour du deuxième mois qui suit la décision visée à l'article 141 de la loi du 28 février 2007 précitée.

**Art. 4.** Si aucune fonction ne peut être trouvée pour laquelle le militaire est professionnellement compétent ou si l'autorité compétente est d'avis que l'intéressé n'est pas médicalement apte à exercer la fonction pour laquelle il est professionnellement compétent, le cas échéant en adaptant raisonnablement le poste de travail, le militaire est pensionné pour inaptitude physique le premier jour du deuxième mois qui suit la décision définitive visée à l'article 141 de la loi du 28 février 2007 précitée.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2013/07232]

**14 OKTOBER 2013.** — Koninklijk besluit betreffende de interne overplaatsing van sommige op medisch vlak definitief ongeschikt verklaarde militairen als rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, de artikelen 143, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, en 272, gewijzigd bij de wet van 20 juni 2012;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-340 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 5 juni 2013;

Gelet op het advies 53.962/2/V van de Raad van State, gegeven op 9 september 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het verzoek om een interne overplaatsing bedoeld in artikel 142 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, moet ingediend worden bij de directeur-generaal human resources of de overheid die hij aanwijst, met een aangetekende zending. De datum van de aangetekende zending geldt als bewijs.

**Art. 2.** De betrokken militair kan van een interne overplaatsing genieten, voor zover :

1<sup>o</sup> zijn verzoek binnen de termijn bedoeld in artikel 142, van de voornoemde wet van 28 februari 2007, ingediend wordt;

2<sup>o</sup> hem één of meerdere ambten, verenigbaar met zijn gezondheids-toestand en zijn competentieprofiel, worden voorgesteld door de chef van de divisie beheer van de algemene directie human resources, volgens de nadere regels bepaald in een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging;

3<sup>o</sup> hij één van de door de bevoegde overheid voorgestelde ambten aanvaardt uit te oefenen.

Het ambt wordt geïdentificeerd als behorend tot een graad of vakklassse bestaand binnen het ministerie van Landsverdediging.

**Art. 3.** Indien de militair geen enkele van deze ambten aanvaardt, wordt hij op de eerste dag van de tweede maand volgend op de beslissing bedoeld in het artikel 141 van de voornoemde wet van 28 februari 2007, op pensioen gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid.

**Art. 4.** Indien geen enkel ambt kan gevonden worden waarvoor de militair beroepsgeschikt is of indien de bevoegde overheid van oordeel is dat betrokkene niet medisch geschikt is om het ambt uit te oefenen waarvoor hij beroepsgeschikt is, desgevallend mits redelijke aanpassingen aan de arbeidspost, dan wordt de militair op pensioen gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de definitieve beslissing bedoeld in het artikel 141 van de voornoemde wet van 28 februari 2007.